



INSTITUT DU GENRE EN
GÉOPOLITIQUE

Rapport d'activité 2023-2024



Sommaire

I. Portrait de la structure

Les valeurs de l'Institut du Genre en Géopolitique	4
Les objectifs de l'Institut du Genre en Géopolitique	4

II. La composition de l'IGG

Présentation des pôles	5
------------------------	---

III. Les activités de l'IGG

1. Le département recherche	6
Travaux de recherche	
Traduction	
Actualité	
Site internet	
2. Le département développement	17
Sensibilisation (tribunes et policy papers publiés/diffusés)	
Campagnes réseaux sociaux & infographies (y inclure les analytics)	
Les partenariats et collaborations (rdv, internationaux, académiques, institutions fr)	
Représentation de l'IGG	
3. Le département communication	23
Les objectifs	
Analytics	
Newsletter	
.	
4. Le département de veille	27
Les objectifs	
Les thèmes abordés	
Les formations	
.	

IV. Rapports

1. Sécurité hydrique et alimentaire en Asie centrale : les actions des femmes pour le développement durable	30
2. Contrer les discours masculinistes en ligne – Recommandations à l'Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et lgbtphobes	31
3. "MeToo unless you are a Jew" ? Retour sur une affaire qui a déchiré les féministes dans le monde	33
4. Espagne, France et Italie, quels engagements pour promouvoir le féminisme dans leur politique étrangère ?	34
5. Pérenniser l'effort pour l'égalité, tout savoir sur la politique étrangère féministe	35

V. Trésorerie

Les objectifs	37
Procédures d'appels à projets réalisées pour la période août 2023 - juillet 2024	38
Financement d'appoint pour 2023-2024	38
Besoins identifiés pour la période août 2024 - juillet 2025	39

VI- De juillet à décembre 2024	40
---------------------------------------	-----------

I- Portrait de la structure

1. Les valeurs de l'Institut du Genre en Géopolitique

Créé en février 2020, l'Institut du Genre en Géopolitique est le seul think tank en France qui emploie le genre comme un instrument d'exploration et de compréhension des réalités complexes de l'actualité internationale. Notre laboratoire de recherche prône une plus grande visibilité du genre en géopolitique à travers une approche holistique, intersectionnelle et fondée sur les droits humains.

2. Les objectifs de l'Institut du Genre en Géopolitique

Avec pour conviction qu'un des enjeux du XXIème siècle est le genre, l'Institut du Genre en Géopolitique s'est fixé des objectifs précis :

- Outiller et sensibiliser la société civile
- Outiller et conseiller les décideur-es politiques pour que le genre soit considéré comme un élément transversal de la politique nationale et étrangère
- Proposer des recommandations et des pistes d'amélioration dans nos travaux de recherche.

À plus long terme :

- Avoir un rôle consultatif reconnu au niveau national, onusien et médiatique
- Devenir l'un des principaux acteurs de sensibilisation pour l'application d'une politique étrangère féministe par la France et son rôle clé pour atteindre les objectifs de développement durable
- Participer à l'affirmation de la France sur la scène internationale dans le domaine du genre en géopolitique

II- La composition de l'IGG

En 2024, l'Institut du Genre en Géopolitique a poursuivi son développement structurel et consolidé son organisation interne afin de soutenir la production et la diffusion de ses travaux. L'IGG repose sur une équipe bénévole dynamique, forte d'une trentaine de membres, investies à différentes étapes du processus rédactionnel : recherche, relecture, traduction, communication, organisation événementielle et plaidoyer. Cette diversité de profils et de compétences constitue l'un des atouts majeurs de l'Institut, permettant d'assurer la rigueur scientifique et la portée stratégique de ses analyses et recommandations.

L'organisation de l'Institut s'articule autour de plusieurs pôles aux missions complémentaires. Le département Recherche coordonne l'ensemble des productions intellectuelles — articles, rapports, policy papers — et garantit la qualité méthodologique des travaux. Le département Développement est chargé de la consolidation des partenariats, du suivi des relations institutionnelles et de la recherche de financements. Le département Communication assure la valorisation des travaux, le développement de la stratégie digitale et la gestion des relations publiques. Le département Veille a pour mission principale d'identifier, analyser et synthétiser en continu les actualités internationales liées au genre, aux droits humains et aux dynamiques géopolitiques, afin d'alimenter les travaux de recherche de l'Institut et d'orienter ses priorités de plaidoyer. Le département Trésorerie, quant à lui, supervise la gestion financière, le suivi budgétaire et l'optimisation des ressources de l'Institut.

L'ensemble de ces pôles est encadré par une direction collégiale composée de trois personnes : Alice Apostoly, Déborah Rouach et Alexa Gueguen. Ensemble, elles pilotent la stratégie globale de l'Institut, veillent à la cohérence de ses orientations scientifiques et militantes, et accompagnent le développement organisationnel de la structure. Cette gouvernance collective permet de maintenir une dynamique horizontale et participative, essentielle à un institut porté principalement par l'engagement bénévole et la coopération entre ses membres, et l'encadrement d'une équipe salariée composée d'une chargée de développement et d'une chargée de recherche.

III- Les activités de l'IGG

1. Le département recherche

Le département recherche est managé par une équipe composée de 5 à 7 personnes en fonction des périodes. En plus des missions en lien avec les productions écrites, le département recherche est composé de deux sous-pôles : le pôle traduction et le pôle actualité.

Nombre de contributeur·ices au sein du département recherche

Rédaction	Traduction
44	

Nombre de travaux de recherche

Le département recherche a publié au cours de la période du juin 2023 - mai 2024, **74 productions** (hors productions d'actualité), en français et en anglais.

Articles	Dossiers	Rapports	Total
64	5	5	74

Articles (version française)

Juin 2023

“Homosexualité et relations de genre dans le monde arabo-musulman”, 01/06/2023 -
Thèmes et Zones : Politique, Société / Moyen-Orient - Auteur·ice : Zineb Khelif

“Comment les mouvements féministes s’inscrivent dans la lutte pour la décolonisation en Afrique de l’Ouest ?”, 01/06/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Afrique
- Auteur·ice : Mathilde Penda

“Le rôle de l’économie féministe dans la transition écologique et sociale”, 05/06/2023
- Thèmes et Zones : Economie, Société / Monde - Auteur·ice : Héroïse Versavel

“Promulgation de la loi anti-LGBTI+ en Ouganda : un regard sur les conséquences nationales et sur les enjeux géopolitiques”, 19/06/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Société / Afrique - Auteur·ice : Donia Agchar

“La désinformation genrée contre les femmes en politique : facteur de fragilisation des systèmes démocratiques”, 19/06/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Monde - Auteur·ice : Philippine Sottas

“L'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles : Cas de Sepur Zarco”, 19/06/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Société / Amérique Latine - Auteur·ice : Hanna El Arrasse

“Le rôle des femmes malgaches dans l'éducation relative à l'environnement (ERE)”, 21/06/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Afrique - Auteur·ice : Jo-Ann Reina

“Faire entendre sa voix : la question des droits des personnes trans en Corée du Sud”, 23/06/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Société / Asie - Auteur·ice : Donia Agchar

Actualité : “Les incels en Amérique du Nord : une radicalité qualifiée de terrorisme”, 27/06/2023 - Thèmes et Zones : Société / Amérique du Nord - Auteur·ice : Clara Delhay

Juillet 2023

“Le cyber-activisme LGBT en Chine : entre censure et libération”, 04/07/2023 - Thèmes et Zones : Société / Asie - Auteur·ice : Taïmé Pacalon

“Les débats sur l'inégalité de genre face à l'héritage en Tunisie”, 07/07/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Religion, Société / Afrique - Auteur·ice : Lou Lingelser

Actualité : “Dynamiques de genre dans l'appareil de sécurité nationale en Corée du Sud : la question du service militaire”, 12/07/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Religion, Société / Afrique - Auteur·ice : Donia Agchar

“La dépénalisation de l'avortement en Uruguay : une acceptation partielle à l'aune d'une menace anti-IVG omniprésente et multidimensionnelle”, 12/07/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Société / Amérique Latine - Auteur·ice : Élise Zamora

“Le cyber-harcèlement des femmes en Corée du Sud”, 17/07/2023 - Thèmes et Zones : Société / Asie - Auteur·ice : Donia Agchar

“Une protection internationale des personnes LGBTI+ insuffisante”, 19/07/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Société / Monde - Auteur·ice : Héroïse Versavel

“Lutte contre les violences basées sur le genre: un constat alarmant dans une Union qui se veut protectrice des droits de tous·tes”, 12/07/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Société, Politique / Europe - Auteur·ice : Charlotte Barksy

“La place de la culture dans l’identité LGBTI+ à Madagascar”, 26/07/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Société / Afrique - Auteur·ice : Donia Agchar

“Ascension de la droite conservatrice en Espagne: les avancées autour de la violence de genre en péril après les élections générales du 23 juillet?”, 30/07/2023 - Thèmes et Zones : Politique / Europe - Auteur·ice : Théo Cantinolle

August 2023

“Les mouvements antiféministes au Québec: les chimères de la crise de la masculinité”, 22/08/2023 - Thèmes et Zones : Société / Amérique du Nord - Auteur·ice : Nicolas Roels

Septembre 2023

“Vers une politique étrangère féministe : briser les cadres de pensée dominants pour une approche inclusive”, 05/09/2023 - Thèmes et Zones : Politique / Europe - Auteur·ice : Mariam Charara Ruiz

Actualité : “La stérilisation des femmes porteuses de handicap : la violation invisibilisée de leurs droits sexuels et reproductifs”, 06/09/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société, Droit / Monde - Auteur·ice : Héloïse Versavel

Actualité : “Inclusion et enjeux internationaux : les personnes trans dans le monde du sport”, 06/09/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Droit, Politique, Société / Monde, Amérique du Nord - Auteur·ice : Clara Delhay

“Les femmes journalistes dans les États répressifs : une étude du cas iranien”, 18/09/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Moyen-Orient - Auteur·ice : Pauline Mortel

“La procréation médicalement assistée au Maghreb et au Moyen-Orient : entre progrès et discriminations”, 19/09/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Droit, Politique, Société / Moyen-Orient - Auteur·ice : François Thery

Actualité : “Jeux Olympiques 2024 : La promotion de la parité des athlètes loin de représenter la réalité de la pratique sportive dans le monde”, 20/09/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Société / Monde - Auteur·ice : Nolwenn Bigot

“L'exclusion économique et sociale des veuves en Afrique”, 21/09/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Droit, Société / Afrique - Auteur·ice : Daphné Basthard Bogain

Octobre 2023

“Au Maroc, les femmes migrantes subsahariennes s'organisent entre elles pour éviter les violences”, 13/10/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Société / Afrique - Auteur·ice : Perle Guichenducq

“Les hijras ou l'art de la subversion : quand la marginalité n'est pas invisibilisée”, 18/10/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Politique, Société / Asie - Auteur·ice : Mihiri Wijetunge

“La lutte des femmes tamoules au Sri Lanka depuis le conflit séparatiste”, 31/10/2023 - Thèmes et Zones : Conflits, Politique / Asie - Auteur·ice : Mihiri Wijetunge

“Les femmes africaines et les systèmes agroalimentaires : de l'invisibilité à l'action”, 31/10/2023 - Thèmes et Zones : Environnement / Afrique - Auteur·ice : Jennifer Eloundou

Novembre 2023

“La réforme de la Moudawana au Maroc : le long combat féministe”, 09/11/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Religion, Société / Afrique - Auteur·ice : Mihiri Wijetunge

Actualité : “L'inquiétante situation des Haïtiennes face à la violence des gangs”, 12/11/2023 - Thèmes et Zones : Conflits, Politique / Amérique Latine - Auteur·ice : Clara Delhaye

Actualité : “Adopter une perspective intersectionnelle dans l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité pour assurer la sécurité des femmes LBTI+ dans les conflits et élargir le débat sur le genre dans la construction de la paix”, 14/11/2023 - Thèmes et Zones : Conflits, Politique / Monde - Auteur·ice : Cassiopée Laugier

“L'essor du djihadisme féminin en Asie du Sud-Est”, 27/11/2023 - Thèmes et Zones : Conflits, Politique, Société / Asie - Auteur·ice : Mihiri Wijetunge

“Les femmes âgées en Chine : vulnérabilité, discrimination et besoins ignorés”, 27/11/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Asie - Auteur·ice : Mihiri Wijetunge

Décembre 2023

“Les travailleuses domestiques philippines : la main d’oeuvre invisible, fruit de la mondialisation”, 01/12/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Droit, Politique, Société / Asie, Monde - Auteur·ice : Mihiri Wijetunge

“La représentation des femmes en politique : une étude du cas indien”, 07/12/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Société / Asie - Auteur·ice : Apolline Legras

Actualité : “La caractérisation des violences sexuelles systématiques comme élément de génocide en Ukraine depuis 2022. Quelles leçons tirer de la guerre de Bosnie?”, 08/12/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Conflits, Société / Europe - Auteur·ice : Anna Lefevre

“Les persécutions contre les personnes trans au Pérou. Une violence systémique alimentée par l’Etat 1/3”, 13/12/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Société / Amérique Latine - Auteur·ice : Anna Diaz

“La crise alimentaire au Niger, un frein à l’émancipation et aux droits des femmes”, 14/12/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Afrique - Auteur·ice : Pauline Robert

“Les femmes dans l’opposition démocratique biélorusse après la révolution d’août 2020”, 15/12/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Europe - Auteur·ice : Anna Lefevre

“La limite Nord/Sud, une frontière sociopolitique toujours pertinente ? Le cas des femmes handicapées immigrées en Europe”, 21/12/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Europe - Auteur·ice : Anna Lefevre

“L’Afrique subsaharienne, une région à réputation LGBTI+phobe”, 26/12/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Droit, Politique, Société / Afrique - Auteur·ice : Bettina Moreau

Janvier 2024

Actualité : “L’Union européenne : une puissance normative pour les droits des femmes autistes?”, 15/01/2024 - Thèmes et Zones : Droit, Société / Europe - Auteur·ice : Anna Lefevre

“L’entrepreneuriat féminin dans la pêche au Kenya : un filet d’espoir contre les inégalités économiques, sociales et conséquences environnementales”, 16/01/2024 - Thèmes et Zones : Conflits, Culture, Droit, Politique, Société / Afrique - Auteur·ice : Théa Lombard

“Enquêter sur les violences sexuelles en temps de conflits armés : défis méthodologiques et considérations éthiques”, 16/01/2024 - Thèmes et Zones : Conflits, Droit, Politique, Société / Monde - Auteur·ice : Philippine Sottas

“L’industrie des produits menstruels : la réalité imposée aux personnes menstruées”, 26/01/2024 - Thèmes et Zones : Culture, Politique, Société / Monde - Auteur·ice : Anna Colpaert

“La « fuite des femmes » hors de la Mongolie, un instrument d’émancipation sociale”, 29/01/2024 - Thèmes et Zones : Culture, Société / Asie - Auteur·ice : Apolline Legras

“La Convention relative aux droits des personnes handicapées, ou la Convention invisible ?”, 30/01/2024 - Thèmes et Zones : Société, Droit, Politique / Monde, Europe - Auteur·ice : Anna Lefevre

Février 2024

“Les implications du « hikikomori » ou retrait social prolongé sur les femmes au Japon”, 02/02/2024 - Thèmes et Zones : Economie, Politique, Sciences et Technologie, Société / Asie - Auteur·ice : Apolline Legras

“Les enjeux de la qualification du “viol comme arme de guerre””, 09/02/2024 - Thèmes et Zones : Conflits, Droit, Politique, Société / Monde - Auteur·ice : Nolwenn Le Martelot

“La question de l’éducation des filles handicapées en Afrique subsaharienne sous une perspective intersectionnelle”, 10/02/2024 - Thèmes et Zones : Culture, Politique, Société / Afrique - Auteur·ice : Marie-May de Greslan

Mars 2024

“Des atteintes aux droits fondamentaux marginalisant les personnes LGBTI+ au Pérou 2/3”, 11/03/2024 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Société / Amérique Latine - Auteur·ice : Anna Diaz

Mai 2024

“Réseaux sociaux: outils de contestation et de répression des femmes en Egypte”, 04/05/2024 - Thèmes et Zones : Culture, Politique, Société / Moyen-Orient - Auteur·ice : Guillaume Morel

“La déconstruction des normes traditionnelles associées à l'exercice du pouvoir par les hommes: l'exemple de José Mujica en Uruguay”, 05/05/2024 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Amérique Latine - Auteur·ice : IGG

“Capabilités des femmes vivant avec le VIH face à l'accès aux soins au Burkina Faso: entre rapports de pouvoir dans le couple et défis de l'accès aux soins”, 06/05/2024 - Thèmes et Zones : Droit, Société / Afrique - Auteur·ice : Anna Diaz

“La mobilisation de la société civile péruvienne contre la transphobie nationale 3/3”, 09/05/2024 - Thèmes et Zones : Politique, Société / Amérique Latine - Auteur·ice : Anna Diaz

Dossiers (version française)

Septembre 2023

Actualité : “L'adoption par l'Espagne du congé menstruel provoque un débat dans les autres pays européens” (2 parties), 22/09/2023 - Thèmes et Zones : Droit, Politique, Société / Europe - Auteur·ice : Anna Diaz

Octobre 2023

“Les femmes musulmanes en Inde, une double peine ?” (2 parties), 16/10/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Religion, Société / Asie - Auteur·ice : Mihiri Wijetunge

Novembre 2023

“Les politiques anti-genres dans les pays européens postsocialistes” (2 parties), 13/11/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Droit, Politique, Société / Europe - Auteur·ice : Elena Ricci

Mars 2024

“Au Cachemire, l'implication des femmes dans les mouvements de résistance et d'aide aux victimes” (2 parties), 12/03/2024 - Thèmes et Zones : Conflits, Politique, Société / Asie - Auteur·ice : Mathilde Pichot

Rapports (version française) :

Juillet 2023

“Sécurité hydrique et alimentaire en Asie centrale : les actions des femmes pour le développement durable”, 17/07/2023 - Thèmes et Zones : Environnement, Politique, Sciences et Technologie, Société / Asie - Auteur·ices : Clémence Gillet et Joséphine Soulard sous la direction de Déborah Rouach

October 2023

“Contre les discours masculinistes en ligne - Recommandations à l’Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et LGBTIphobes”, 16/10/2023 - Thèmes et Zones : Politique, Sciences et Technologie, Société / Europe, Monde - Auteur·ices : Lou Bossis et Lucie Daniel (Equipop), Rozenn Legal-Pallaro et Mathilde Verrier (IGG), sous la direction de Aurélie Gal-Régniez (Equipop) et Déborah Rouach (IGG)

Février 2024

“MeToo unless you are a Jew” ? Retour sur une affaire qui a déchiré les féministes dans le monde”, 15/02/2024 - Thèmes et Zones : Conflits, Politique, Société / Monde, Moyen-Orient - Auteur·ices : Anna Lefèvre sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly

Mars 2024

“Espagne, France et Italie, quels engagements pour promouvoir le féminisme dans leur politique étrangère ?”, 01/03/2024 - Thèmes et Zones : Conflits, Économie, Environnement, Politique, Société / Europe, Monde - Auteur·ices : Lucie Coquisart, Nina Nerva sous la direction de Déborah Rouach sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly

Avril 2024

“Pérenniser l’effort pour l’égalité, tout savoir sur la politique étrangère féministe”, 16/04/2024 - Thèmes et Zones : Conflits, Politique, Société / Amérique du Nord, Amérique Latine, Europe, Monde - Auteur·ices : Lucie Coquisart, Cassiopée Laugier, Apolline Legras, Nina Nerva, sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly

Articles (version anglaise):

Juin 2023

“How Climate Change and Globalization Worsen Food Insecurity for Women in Small Island Developing States (SIDS)”, 02/06/2023 - Thèmes et Zones : Environment, Society / Africa, Asia, Latin America, Middle East, Oceania - Auteur·ices : Ilona Barrero

“The Harms of the Hypersexualization of East Asian Women in Western Culture”, 19/06/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Society / Asia - Auteur·ices : Ilona Barrero

“The Dangers of Being a Female Migrant in the Darién Gap”, 19/06/2023 - Thèmes et Zones : Society / Latin America - Auteur·ices : Ilona Barrero

“Divorce Prohibition in the Philippines: A System Serving the Patriarchy”, 27/06/2023
- Thèmes et Zones : Politics, Society / Asia - Auteur·ices : Ilona Barrero

Juillet 2023

Actualité : “A paradigm shift: The Catholic Church looks to drastically increase inclusion of women and LGBTQ+ followers”, 04/07/2023 - Thèmes et Zones : Religion, Society / World - Auteur·ices : Ilona Barrero

“From reporting on Martyrs to Becoming One: Shireen Abu Akleh's Death and Commemoration”, 07/07/2023 - Thèmes et Zones : Politics, Religion, Society / Middle East - Auteur·ices : Emma Massanet

“”Inclusive” Recruitment and Continuing Discrimination in the U.S. Military”, 20/07/2023 - Thèmes et Zones : Society / North America - Auteur·ices : Ilona Barrero

“Barriers to Reproductive Health Resources for Women in Southeast Asia”, 28/07/2023 - Thèmes et Zones : Politics, Society / Asia - Auteur·ices : Ilona Barrero

“State Feminism, Legitimacy and Women’s Equality in the Arab World”, 31/07/2023 - Thèmes et Zones : Politics / Middle East - Auteur·ices : Ilona Barrero

Août 2023

“Feminist Economics Strengthens the Case for Degrowth”, 27/08/2023 - Thèmes et Zones : Economy / Asia - Auteur·ices : Vani Bhardwaj

Septembre 2023

“Iranian masculinity: a political tool across the centuries”, 08/09/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Politics, Society / Middle East - Auteur·ices : Emma Beilou

Octobre 2023

“Gender Responsive Strategies for Climate-Related Disasters in South Asia”, 28/10/2023 - Thèmes et Zones : Culture, Law, Society / Asia - Auteur·ices : Vani Bhardwaj

“African women and agrifood systems: from invisibility to action”, 31/10/2023 - Thèmes et Zones : Environment / Africa - Auteur·ices : Jennifer Eloundou

Novembre 2023

Actualité : “Gendered borders: Unveiling the impact of EU’s technological fortress on women and queer refugees”, 14/11/2023 - Thèmes et Zones : Law, Politics, Science & Technology, Society / Europe - Auteur·ices : Rosario Frada

“Beyond the Belt and Road Initiative: Navigating Gender Dynamics in China’s Global Development Projects”, 30/11/2023 - Thèmes et Zones : Economy, Politics, Society / Africa, Asia, Middle East - Auteur·ices : Rosario Frada

Décembre 2023

“Embedding Gender in the Last Mile Connectivity: Nonmotorized Transport and Inland Waterways”, 08/12/2023 - Thèmes et Zones : Politics, Society / Asia - Auteur·ices : Vani Bhardwaj

Actualité : “Shaping narratives: Media, empathy and women refugees in Europe”, 13/12/2023 - Thèmes et Zones : Politics, Society / Asia - Auteur·ices : Rosario Frada

Janvier 2024

Actualité : “The gendered dynamics regarding the sexual exploitation of child soldiers”, 22/01/2024 - Thèmes et Zones : Conflicts, Law, Politics, Society / Africa, Latin America, Middle East - Auteur·ices : Rosario Frada

Actualité : “Kurdish women: Agents of change in the struggle for identity, equality and liberation”, 22/01/2024 - Thèmes et Zones : Culture, Politics, Society / Middle East - Auteur·ices : Rosario Frada

Mars 2024

“On the Model of Northern Ireland’s Peace Process, Women Can Be the Key to Negotiating Peace Between Israel and Palestine”, 12/03/2024 - Thèmes et Zones : Conflicts, Politics / Middle East - Auteur·ices : Anna Franco

Avril 2024

“Pyramids of Power: When Government-issued Feminism Represses Grassroots Women's Movements in Egypt”, 26/04/2024 - Thèmes et Zones : Politics / Africa - Auteur·ices : Cecilia Vidotto

Dossiers (version anglaise):

Juin 2023

“Are women more democratic in the exercise of power? A comparison between Italy and Tunisia” (2 parties), 24/06/2023 - Thèmes et Zones : Politics, Society / Africa, Europe - Auteur·ices : Livia Scalabrelli

Décembre 2023

Actualité : “State violence against women in Egypt’s prisons: Gendering bodies and space” (2 parties), 13/12/2023 - Thèmes et Zones : Law, Culture, Politics, Society / Africa, Middle East - Auteur·ices : Rosario Frada

“The Cuban Woman and Her Role in Society: Between Progress, Persistent Inequalities and The Rise of Feminism” (2 parties), 22/12/2023 - Thèmes et Zones : Law, Society / Latin America - Auteur·ices : Emeline Leonard

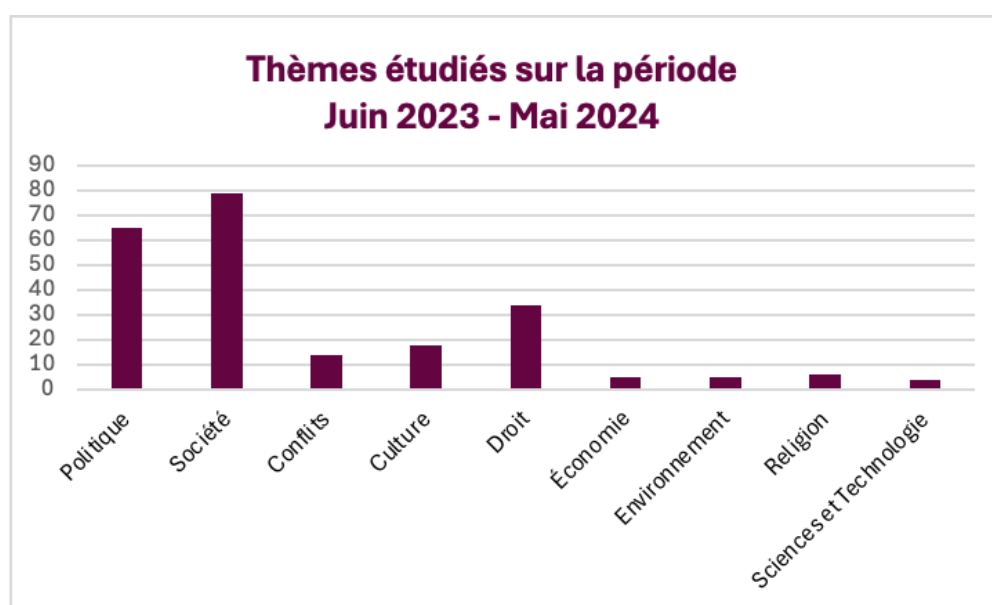
Janvier 2024

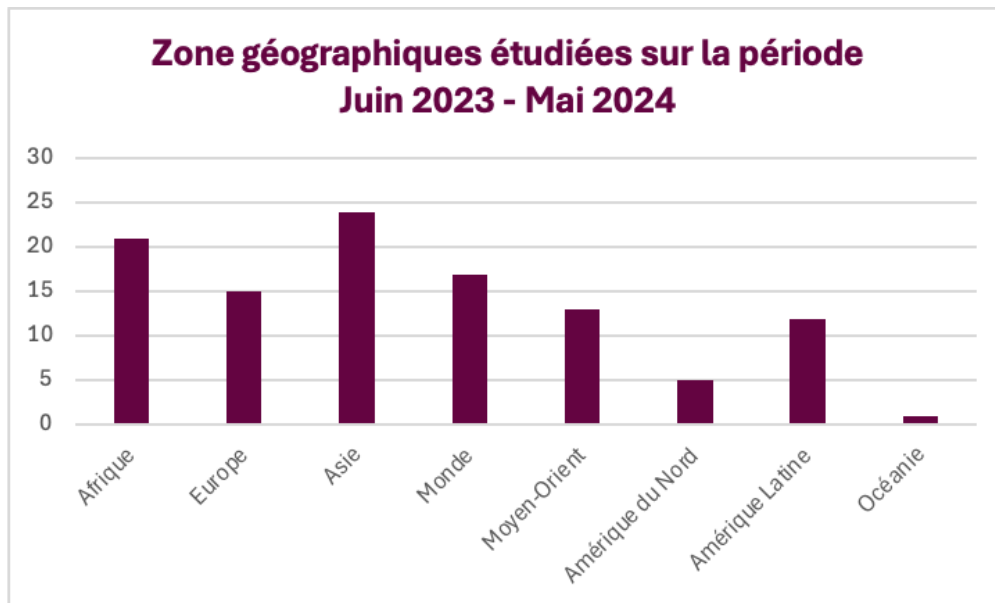
Actualité : “Silent battlegrounds: Understanding and combating human trafficking of women and girls in Southeast Asia” (2 parties), 12/01/2024 - Thèmes et Zones : Law, Politics, Society / Asia - Auteur·ices : Rosario Frada

Traduction :

Le pôle traduction a publié au cours de la période août 2023 - juillet 2024, 33 traductions, du français à l’anglais aussi bien que de l’anglais au français

Sujets les plus étudiés - thèmes et zones géographiques :





2. Le département développement

A. Mission "Climat"

L'enjeu climatique prend de plus en plus d'ampleur, et les travaux de recherche alliant le genre et le climat se multiplient, faisant de ce domaine un enjeu désormais indispensable dans le spectre de l'analyse du genre en géopolitique.

La mission Genre et Climat a pour objectifs d'imposer les enjeux de genre dans les instances climatiques, de mettre en avant les relations entre le genre et le climat dans les campagnes électorales, débats politiques et prises de décisions en écrivant des travaux de recherche et des policy papers, d'être en contact avec les divers acteurs du climat et/ou du genre, et de promouvoir l'expertise de l'IGG dans les domaines du genre et du climat.

Cette année la mission Genre et Climat a développé différentes missions afin de sensibiliser aux conséquences du changement climatique sur les inégalités de genre.

Veille :

Tout d'abord, nous avons effectué une veille active sur l'actualité nationale et internationale et les actions de plaidoyer en lien avec le réchauffement climatique (les rapports d'ONG, les conférences internationales, les webinaires, les articles de

recherche, les prises de position des Etats etc.). Grâce à cette veille, nous pouvons développer une expertise solide, formuler des recommandations pertinentes, et adapter nos actions de plaidoyer de manière stratégique et informée.

Sensibilisation :

Depuis le début de l'année, nous avons produit plusieurs fiches techniques sur des thèmes en lien avec la crise climatique et les inégalités de genre, l'objectif étant de faire un état des lieux de la situation de manière synthétique pour visibiliser un enjeu important et de diffuser nos recommandations auprès des décideur.euses politiques à l'échelle nationale et européenne. Ce projet se déroulera jusqu'en septembre 2024.

Nous avons abordé plusieurs thématiques telles que :

- Fiche technique sur les “Réfugié.es climatiques” : suite à la journée internationale des réfugié.es, nous voulions mettre en avant l'aggravation des inégalités de genre préexistantes lors du parcours migratoire et à l'arrivée dans le pays d'accueil.
- Fiche technique sur la COP 28 : faire un état des lieux des décisions prises lors des précédentes COP et celle de 2023 et montrer les limites.
- Fiche technique sur “Femmes et crise de l'eau” : rendre compte de la problématique de l'accès à l'eau et des conséquences sur l'hygiène menstruelle.
- Fiche technique sur “L'agenda Women Peace and Security et crise climatique” : mettre en avant le fait que la crise climatique est un enjeu de sécurité et que l'agenda WPS se heurte à des limites sur la prise en compte de cette question.

En attente de finalisation, nous travaillons actuellement sur deux autres fiches techniques. L'une d'elle porte sur les impacts directs et indirects du changement climatique sur les droits et la santé sexuel et reproductive et le traitement politique du sujet. La seconde porte sur la vision genrée dans le domaine de la gestion et du recyclage des déchets.

Les partenariats et collaborations :

L'ambition de la Mission Genre et Climat est également de mettre en place des partenariats et de produire des collaborations avec d'autres associations et organisations. Nous avons donc échangé avec plusieurs entités nationales et internationales entre février et mai 2024 : WECF France, Fondation GoodPlanet, Notre Affaires à Tous, Center for Social Policy Development (Pakistan) et Climate Chance (Belgique). Ces réunions ont permis d'établir un premier contact pour de possibles futures collaborations.

Nous avons également établi une liste d'acteur.ices potentiel.les à contacter pour leur présenter nos policy papers.

Une première collaboration a pu être réalisée avec Climate Chance dont la thématique était la suivante : "Comment intégrer la justice sociale dans les politiques d'adaptation en Europe ?". Dans un premier temps nous avons co-rédigé une note d'analyse et nous avons ensuite participé au webinaire organisé par Climate Chance pour présenter la partie que nous avons rédigé dans la note sur la vulnérabilité accrue des femmes et la nécessité d'une justice sociale féministe ainsi qu'une partie sur le fait de repenser l'engagement politique et les relations interpersonnelles pour une justice sociale plus efficace.

Représentation de l'IGG :

L'IGG est représentée au sein de la coalition de l'Unesco sur le "Genre et eau" et de la coalition d'action genre et climat du Forum Génération Égalité et nous soutenons le potentiel de la politique étrangère féministe pour les enjeux climatiques.

B. Mission "Lutte contre les discours masculinistes et anti-droits"

La mission "Lutte contre les discours masculinistes et anti-droits a commencé suite à la rédaction du rapport *"Contre les discours masculinistes en ligne : Recommandations à l'Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et lgbtiphobes"*. Ce rapport fut rédigé en partant du constat de la montée des discours masculinistes favorisés par les courants d'extrême-droite qui s'attaquent aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ et qui utilisent les plateformes numériques pour véhiculer leurs messages de haine.

Ce rapport a servi de support pour bâtir une campagne de lutte contre les discours masculinistes et anti-droits ancrée sur le temps long.

Cette année, dans le cadre de cette mission, les membres de la mission ont mené plusieurs types d'actions.

Veille des sujets liés au backlash en Europe :

La mission de lutte contre les discours masculinistes et anti-droits a mené une veille active des sujets d'actualité nationale et européenne concernant la lutte contre les discours anti-droits et les sujets relatifs à la cyber-violence. Cela comprend également le suivi des sessions au Parlement européen (par exemple le Digital Services Act), des groupes de travail à l'ONU, et des articles de recherche sur le sujet. Grâce à cette veille, nous pouvons développer une expertise solide, formuler des recommandations pertinentes, et adapter nos actions de plaidoyer de manière stratégique et informée.

Sensibilisation :

Le premier objectif de la mission a été la diffusion du rapport aux décideur.euses politiques à l'échelle européenne : une liste d'eurodéputé.es a été établie sur la base des membres de commissions et des intergroupes au Parlement européen. 206 eurodéputé.es ont ainsi reçu le rapport et une proposition de présentation de nos recommandations. La campagne a ensuite été élargie aux représentations permanentes des pays au Conseil de l'Europe.

La décision a été prise au mois de mars 2024 de faire une surenchère à la publication du rapport diffusé en octobre 2023. Cette tribune fait état de la montée des courants conservateurs et extrémistes en Europe qui nuisent aux droits des femmes et des minorités comme les LGBTQIA+. Elle souligne que les attaques sont particulièrement agressives sur les personnes transgenres. Cette tribune rappelle aussi le rôle des algorithmes des réseaux sociaux dans la visibilité et l'amplification des discours anti-droits masculinistes et appelle l'UE à renforcer son arsenal juridique et à mener des actions de sensibilisation. Cette tribune est encore en cours de relecture.

Les membres de la mission ont répertorié, en parallèle de la rédaction de la tribune, des médias régionaux, nationaux et européens dans lesquels elle pourrait être diffusée.

L'équipe de la mission a également réfléchi à l'idée d'une coalition à l'échelle européenne afin d'approfondir la lutte pour la protection des droits féministes et

lgbtqia+ (recherches, publications et sensibilisation). Toutefois, par manque de ressources humaines, cette action n'a pas encore vu le jour.

Enfin, à la suite des élections européennes, les membres de la mission ont commencé à se réunir le 27 juin afin de créer un Welcome Pack. Ce dernier sera envoyé à l'ensemble des partis politiques. Il portera sur la politique étrangère féministe européenne.

Campagnes réseaux sociaux & infographies :

Le rapport publié le 16 octobre 2023 a été mentionné dans plusieurs médias tels que : Causette, 20minutes et le Journal du Sud-Ouest.

La mission s'est ensuite concentrée sur les élections européennes qui se sont tenues les 8 et 9 juin en France. Pour cela :

- Nous avons établi une liste des cabinets des candidat.e.s aux Européennes pour les contacter et leur présenter notre rapport (Ex : les Écologistes, Parti Equinoxe). Nous avons également présenté le rapport à l'eurodéputée Maxova Radka (République Tchèque).
- Nous avons eu l'idée de créer un baromètre pour visibiliser le positionnement et l'implication concrète des candidat.e.s sur les droits féministes et LBTQIA+. L'infographie a été faite grâce à Canva et les talents graphiques de nos équipes. Le post a remporté un franc succès puisqu'il a récolté sur Instagram 1218 j'aime et 14 commentaires. Ce post a également été le sujet de la newsletter du mois de juin.
- Nous avons créé une série de posts Instagram "Démystification" afin de lutter contre les discours masculinistes et anti-droits. Les posts ont commencé par se concentrer sur la scène européenne avant de s'élargir à la scène internationale dans sa globalité. Le premier post portait sur une déclaration du Président de la République par rapport à l'absence du père et a été publié en juin. Il a récolté 21 j'aime. Le second portait sur une déclaration transphobe du Collectif Nemesi et a récolté 8 j'aime. Un autre post est en préparation sur les propos de David Pujadas sur le fait qu'il fallait arrêter de dire que le RN était d'extrême-droite.
- Un post Instagram a été publié le 25 juin suite aux résultats des Européennes avec le score historique de 31,37% des conservateurs/ de l'extrême-droite en Europe. Ce dernier présentait le RN, ses alliés, et les politiques anti-droits menées. Il a récolté 28 j'aime.

Les partenariats et collaborations :

"Dans le cadre de la diffusion du rapport *“Contre les discours masculinistes en ligne – Recommandations à l’Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et lgbtiphobes”* et de la sensibilisation d’acteurs pertinents, l’Institut du Genre en Géopolitique a pu s’entretenir avec l’Ambassadrice de la Finlande, l’Ambassadeur des Pays-Bas, et l’Ambassadrice du Danemark au Conseil de l’Europe. À l’aube des élections législatives européennes, nous avons également obtenu un rendez-vous avec le parti Equinoxe, qui doit encore avoir lieu. Enfin, l’IGG a également cherché à adhérer à de multiples réseaux comme *Global Partner Network for Feminist Foreign Policy*, dont nous faisons désormais partie".

En outre, les membres de notre mission ont répertorié les acteur.ices LGBTQIA+ et féministes en France et en Europe. Nous avons ainsi eu l’opportunité de nous entretenir avec En Avant Toute(s) et HES LGBTI+ pour aborder de futures collaborations et partenariats.

Représentation de l’IGG :

L’Institut du Genre en Géopolitique était présent lors du Generation Youth Equality Dialogue, une coalition UN Women dont l’IGG est un commitment-maker engagé à produire de la recherche sur l’intersection genre et climat. De même, l’IGG a participé à un workshop organisé par son collaborateur Focus 2030 au sujet du Multiannual Financial Framework (MFF), le budget pluriannuel de l’Union Européenne.

De plus, notre directrice Alice Apostoly a représenté l’IGG sur France24 par deux fois afin d’alerter sur la montée du RN et des conservateurs d’extrême-droite en Europe. La première fois suite aux élections européennes : la publication a récolté 114 j’aime et 5 commentaires et la vidéo YouTube de l’interview comptabilise 28 j’aime et 27 commentaires.

La deuxième fois à l’approche des élections législatives : la publication a récolté 57 j’aime sur Instagram et la vidéo YouTube de l’interview comptabilise 39 j’aime et 42 commentaires.

3. Le département communication

Le département de communication est responsable de la gestion et de l'animation des réseaux sociaux, de l'élaboration d'une stratégie de communication digitale, de la mise à jour de la newsletter, ainsi que du soutien à la promotion des projets de recherche et de plaidoyer.

Les objectifs :

- Fidéliser notre audience sur les réseaux sociaux et augmenter le nombre d'abonnés, d'impressions et d'interactions sur nos différentes plateformes de communication.
- Sensibiliser un large public aux enjeux de genre en géopolitique.
- Proposer un contenu diversifié à nos abonnés couvrant toutes les zones géographiques.

Analytics :

Instagram	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Publications	23	25	22	26	19	28
Stories	1	48	20	26	12	20
Vues sur la page	ND	2382	ND	ND	2373	11007
Nouveaux abonnés	ND	ND	ND	ND	ND	69
Couverture du compte	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Nous sommes suivis par 1163 personnes¹.

Objectif abonné-es pour 2024-2025 : 1500 followers

Twitter	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Nouveaux followers		ND	ND	ND	0	10
Tweets	27	21	7	32	9	16
Tweet impressions		1264	553	ND	604	1414
Visites sur le profil		ND	ND	ND	ND	ND
Taux d'engagement		ND	ND	ND	3	4,2

¹ Données au 21 juillet

Nous sommes suivis par 1388 personnes².

Objectif abonné-es pour 2024-2025 : 1500 followers

Linkedin	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Publications	25	25	23	27	21	28
Vues sur la page	2037	1 582	1 251	1119	905	972
Nouveaux abonnés	434	226	216	214	160	224
impressions	37081	30620	30628	36379	26538	42023
taux d'engagement	12,55%	13,25%	18,64%	19,42%	13,80%	28,32

Nous sommes suivis par 8199 personnes³.

Objectif abonné-es pour 2024-2025 : 8400 followers

Newsletter :

² Données au 21 juillet

³ Données au 21 juillet.

La newsletter est un outil de communication qui a pour objectif de se focaliser sur une thématique bien précise sous la forme d'une infographie. Elle répond à cette thématique grâce à plusieurs grands points et chiffres clés.

Elle est envoyée tous les milieux de mois, entre les 15 et 17 du mois.

Toutes les infographies sont différentes visuellement, ce qui est un atout car elles sont plus facilement différenciables et chaque lecture est différente.

Liste des newsletters réalisées depuis février 2024

Février : “Analyse des rôles de genre dans le conflit israélo-palestinien pour dévoiler ses dimensions négligées, contribuer à une compréhension plus profonde et penser des solutions durables”

Mars : “Comment les politiques étrangères féministes peuvent-elles faire face à la montée des conservateurs et des anti-droits dans le monde ?”

Avril : “Les 4 ans de l'Institut du Genre en Géopolitique”

Mai : “Droits LGBTI+ dans le monde : Combattre les discriminations et promouvoir l'égalité”

Juin : “Le genre et le handicap dans le monde : défis et opportunités géopolitiques”

Juillet : “Les femmes et les personnes LGBTI+ dans le sport”

Potentiels leviers d'amélioration et propositions

- Il serait intéressant de varier durant l'année avec peut être une édition hors série, par exemple avec une entrevue avec une “personnalité” (essayiste, autrice/auteur, top voice ou encore figure publique / politique).
- Il serait intéressant de mettre en ligne les infographies de sorte à ce qu'elles soient en accès libre, les problématiques qu'elles abordent sont très intéressantes.
- Il serait intéressant d'inclure des images et des logos pour limiter l'aspect très rédactionnel

4. Le département de veille

Les objectifs :

Fondé sur l'actualité nationale et internationale, le département de veille s'empare aussi bien des sujets qui font les grandes lignes que des thématiques plus marginales. En effet, le département garde un œil sur l'actualité des droits des femmes, de la communauté LGBTQIA+ et des minorités de genre, mais offre également une lecture au travers du prisme du genre des événements, permettant de mettre en lumière les implications et impacts genrés de l'actualité. Nous suivons également la sortie de rapports ou d'études par différentes institutions et organisations qui viennent directement nourrir notre veille et nos actions de plaidoyer.

Les thèmes abordés :

Parmi ces thématiques, nous retrouvons notamment :

- Les crises et conflits internationaux : guerre en Ukraine, conflit Israël-Hamas, catastrophes climatiques.
- Les avancées des droits des femmes, LGBTQIA+ et minorités de genre.
- L'actualité diplomatique : diplomatie féministe étrangère, sommets et forums internationaux.
- Les moments électoraux, les mobilisations et leur impact sur l'égalité de genre.
- Les groupes et organisations d'extrême droite et conservateur.ice avec un agenda anti-droits.

Le suivi de ces thématiques nous permet de prendre directement position et de défendre les droits qui sont font l'objet de débats et d'attaques à l'échelle internationale.

Les formations :

A. Formation Genre et Relations Internationales

Les relations internationales et les sphères dans lesquelles elles se jouent sont traditionnellement des milieux masculins, définis par des théories qui effacent bien souvent le genre de leurs considérations sur la manière dont États et acteur·ice·s international·e·s entrent en contact et négocient. Néanmoins, dans les 25 dernières années, depuis la 4ème conférence mondiale sur les femmes de l'ONU à Pékin et dans une dynamique entamée lors de l'année et la décennie internationale des femmes à l'ONU dans les années 1975-1985, le genre prend peu à peu sa place dans les relations internationales, et émerge en tant qu'enjeu crucial des relations internationales du XXIème siècle. Cette émergence du genre dans les relations

internationales est une évolution qui a permis de faire progresser la lutte pour les droits des femmes et personnes LGBTQI+ à travers le monde. Toutefois, la formation de nos futur·e·s diplomates et acteur·ice·s des relations internationales a encore trop tendance à faire l'impasse sur l'importance du genre dans les relations internationales. Pourtant, il est indispensable que les futur·e·s acteur·ice·s des relations internationale soient initié·e·s à ce sujet afin d'assurer qu'elles soient à l'avenir, encore plus que par le passé, une sphère inclusive et une arène où les droits de tous·tes peuvent être défendus. C'est pour cela que l'IGG a débuté un projet d'élaboration de formation générale sur le genre à destination d'un public étudiant en relations internationales peu ou pas initié aux enjeux du genre. L'élaboration de ce projet, les recherches ainsi que les travaux de synthèse, de structuration et de rédaction en découlant, ont commencé au début du mois de juin 2024. L'horizon choisi pour la présentation de la formation à des étudiant·e·s est la rentrée 2025. Ainsi, l'élaboration du contenu de cette formation continuera tout au long des prochains mois.

B. Formation Backlash : action de l'extrême droite sur le genre

Le terme « backlash » – traduit par « retour de bâton » en français et théorisé pour la première fois par Susan Faludi, journaliste américaine – est communément utilisé pour désigner l'action de mouvements conservateurs et masculinistes qui réagissent violemment dès que les droits des femmes connaissent de nouvelles avancées. Ils déploient des stratégies pour non seulement saper ces progrès, mais aussi faire reculer les droits des femmes de façon générale. Après plusieurs décennies de progrès constant, l'Europe fait face à une nouvelle vague d'opposition à l'égalité de genre et aux droits sexuels, regroupée sous le terme « théorie » ou « idéologie » du genre. Cette opposition se manifeste sur des enjeux variés tels que l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, l'avortement, les technologies de reproduction, l'éducation sexuelle, les législations antidiscriminatoires, ou les droits des personnes trans.

Le département veille s'est intéressé à pourquoi les mouvements anti-droits émergent-ils, comment sapent-ils les droits des femmes et de la communauté LGBTQI+, et comment la communauté internationale peut-elle mieux agir pour protéger les droits humains ?

L'IGG a identifié les principaux acteurs et mouvements anti droits ainsi que les différents points de vue de ces entités dans différentes régions. La déclaration du consensus de Genève, qui réunit 35 états membres des nations unies, vient faire la promotion de la santé de la femme et du renforcement de la famille et affirme l'idée selon laquelle l'avortement ne devrait, en aucun cas, être promu comme méthode de planification familiale. Parallèlement, les partis d'extrême droite nationaux sortent de ce contexte national et se rejoignent sur les idées d'éthnonationalisme qui font le lien avec les idées pendant l'Entre deux guerres telles que la haine de l'égalité sous toutes

ses formes : hiérarchie de classes, hiérarchie de genres, Anti LGBTI+, anti féministe, néo fasciste, anti wokisme... L'action de l'extrême droite prône les objectifs suivants : développer et promouvoir des politiques régressives dans les législatures mondiales, attaquer le multilatéralisme et l'agenda de développement durable de l'ONU, subvertir le système des Nations Unies et les normes des droits humains, promouvoir des initiatives contournant l'ONU, comme la Déclaration du Consensus de Genève et offrir une tribune à des individus et organisations niant les droits des groupes marginalisés (femmes, filles, LGBTQ+, jeunes).

Suite à ça, le département veille propose dans cette formation, des études de cas sur les différentes politiques internationales et une recherche approfondie sur chaque région du monde et les principaux événements et origines des mouvements anti droits, pour ainsi conclure à des liens internationaux entre ces mouvements. Ces liens sont organisationnels, méthodologiques, idéologiques et passent par la création d'alliances.

Le mouvement backlash a été d'autant plus chargé d'enjeux qu'il s'est amplifié lors des élections européennes de 2024. La montée alarmante des menaces sur les droits des femmes en Europe a mis en lumière le rôle crucial de l'Europe et des élections européennes dans la lutte contre ces backslashes. Trois facteurs ont contribué à l'émergence de ce nouveau mouvement anti-genre : la professionnalisation avancée qui fait que ces mouvements anti genre et anti droits comprennent désormais parfaitement le fonctionnement de la vie politique, la transnationalisation des partis d'extrême et d'ultra droite, ainsi que la montée en puissance des financements substantiels de ces mouvements.

Finalement, l'IGG propose des recommandations pour une politique étrangère féministe afin de lutter contre les mouvements anti-droits telles que l'augmentation des financements des associations et mouvements féministes ou encore la protection des activistes et réseaux féministes. Pour lutter contre le mouvement backlash, il faut faire des luttes féministes une priorité diplomatique au sein des institutions françaises, européennes et mondiales, et lutter contre les discours masculinistes (notamment en ligne).

IV - Rapports

1.Sécurité hydrique et alimentaire en Asie centrale : les actions des femmes pour le développement durable

La région d'Asie centrale, composée de cinq États autoritaires, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan, est confrontée à des tensions en lien avec les ressources naturelles, en particulier à l'eau, essentielle à l'agriculture. Les femmes, qui jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire et hydrique, sont particulièrement touchées par les changements climatiques et le poids des valeurs traditionnelles et patriarcales dans ces pays autoritaires.

L'Institut du Genre en Géopolitique souhaite mettre en évidence les rôles des femmes en tant qu'actrices clés du développement durable au sein des sociétés d'Asie centrale, zone peu étudiée sous ce prisme et qui mérite d'être abordée au vu des multiples défis qui l'affectent et ne font que s'accroître.

Ainsi, ce rapport questionne l'intégration d'une perspective genrée par les États en Asie centrale pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et hydrique et analyse l'avenir pour l'inclusion et l'action des femmes dans la lutte contre le changement climatique dans cette région.

Cette étude insiste sur la responsabilité des États dans la protection et le respect des droits des femmes ainsi que leur autonomisation, la valorisation de leur rôle et la mise en place de formations et de réseaux. Les différents scénarios étudiés portent sur le rôle de la société civile, l'intégration de la dimension de genre dans les politiques climatiques et les objectifs de développement durable afin de soutenir les actions des organisations féministes, écologiques et de défense des droits humains dans la région.

Les recommandations s'articulent autour de six axes d'intervention :

1. Protéger les droits des femmes et assurer leur autonomie
2. Lutter contre les changements climatiques en incluant une perspective genrée
3. Créer un dialogue régional pour favoriser la coopération entre tous les acteurs
4. Inclure les femmes dans les espaces de décisions
5. Sensibiliser et éduquer sur les enjeux féministes et climatiques
6. Renforcer le rôle de la société civile

La diffusion d'un tel rapport constitue une étape essentielle pour renforcer son impact et mobiliser un réseau d'acteurs engagés. Il pourrait ainsi être partagé au sein de la Coalition d'action « Féministe pour la justice climatique » afin d'alimenter les réflexions

internationales et d'encourager l'adoption de pratiques intégrant véritablement la dimension de genre. Sa transmission aux ambassades des États d'Asie centrale et aux représentations diplomatiques engagées sur les questions climatiques et d'égalité permettrait également de favoriser un plaidoyer coordonné et de sensibiliser les décideurs. Parallèlement, une stratégie de communication dynamique — incluant une promotion active sur les réseaux sociaux, des infographies dédiées et une newsletter thématique — contribuerait à toucher un public plus large, à valoriser les initiatives locales et à renforcer la visibilité des enjeux de genre et de climat dans la région.

2. Contrer les discours masculinistes en ligne – Recommandations à l'Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et lgbtiphobes

Le rapport

Dans le prolongement de nos travaux sur les violences numériques et les enjeux de genre, l'Institut du Genre en Géopolitique, en collaboration avec l'association Equipop, a publié en octobre 2023 le rapport *Contrer les discours masculinistes en ligne : Recommandations à l'Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et lgbtiphobes*. Ce document collectif a été rédigé par Lou Bossis et Lucie Daniel pour Equipop, ainsi que Rozenn Legal-Pallaro et Mathilde Verrier pour l'IGG.

Le rapport propose une analyse approfondie de la prolifération des discours masculinistes dans les espaces numériques, en les situant dans le contexte plus large d'un backlash contre les droits des femmes et des personnes LGBTI+. Il aborde d'abord la définition et l'historique de ces mouvements, puis examine comment les masculinistes exploitent les plateformes numériques, notamment à travers des stratégies de cyberharcèlement, de désinformation et de mobilisation.

Un autre volet majeur du rapport est consacré au rôle des entreprises de la Big Tech, qui, par leurs modèles économiques et leurs algorithmes de diffusion, contribuent à l'expansion de ces contenus haineux en ligne et à leur normalisation sociale.

Enfin, le rapport formule une série de recommandations concrètes à destination de l'Union européenne et des États membres. Celles-ci s'articulent autour de cinq axes principaux :

- Renforcer l'arsenal juridique, politique et financier pour lutter contre les violences sexistes, sexuelles et les discours de haine ;
- Intégrer la lutte contre les violences et discours masculinistes dans les politiques publiques du numérique ;
- Réguler les multinationales du numérique et technologiques ;
- Soutenir et protéger les associations et activistes féministes et LGBTI+ ;
- Sensibiliser les citoyen·ne·s et leur donner les moyens de se défendre contre ces discours.

L'événement

Dans le cadre de notre activité de plaidoyer et de diffusion des connaissances, l'Institut du Genre en Géopolitique a organisé, le 16 octobre 2023, la cérémonie de présentation du rapport Contrer les discours masculinistes en ligne, co-publié avec Equipop, qui analyse l'impact des cyberviolences sexistes et des discours masculinistes sur les réseaux sociaux et formule des recommandations à destination des pouvoirs publics européens.

Institut du Genre en Géopolitique

L'évènement, qui s'est tenu dans les locaux de notre partenaire Focus 2030, a réuni une cinquantaine de personnes, composé·es de chercheur·ses, militant·es, représentant·es d'organisations féministes et de la société civile, ainsi que des professionnel·les des domaines numérique, juridique et des droits humains. Les échanges ont été enrichis par la présence d'intervenantes clés, notamment Madame la députée Véronique Riotton, ainsi que les co-fondatrices du collectif #StopFisha, Shanley Clemot McLaren et Hana Outaik, qui ont partagé leurs expertises et expériences de lutte contre les cyberviolences misogynes en ligne.

Institut du Genre en Géopolitique

Cet événement a été un véritable succès, tant par la qualité des interventions que par l'engagement du public, et a permis de créer des synergies entre acteurs engagés contre les violences en ligne. La tenue de la présentation dans les espaces de Focus 2030 a renforcé la visibilité de notre travail et consolidé notre collaboration avec des partenaires partageant notre engagement pour l'égalité de genre et la justice numérique. Les retours des participantes et participants ont souligné l'importance de ce type de rendez-vous pour favoriser la prise de conscience collective et encourager une mobilisation continue autour des enjeux que pose la prolifération des discours masculinistes dans l'espace public numérique.

3. “MeToo unless you are a Jew” ? Retour sur une affaire qui a déchiré les féministes dans le monde

L’Institut du Genre en Géopolitique a publié en février 2024 le rapport “MeToo unless you are a Jew”? Retour sur une affaire qui a déchiré les féministes dans le monde, rédigé par Anna Lefèvre, chargée de rédaction à l’Institut, sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly, codirectrices de l’Institut du Genre en Géopolitique. Ce rapport explore une controverse qui a fortement divisé les mouvements féministes internationaux à la suite des événements du 7 octobre 2023 et des réactions contrastées des organisations féministes face aux violences sexuelles liées au conflit israélo-palestinien.

Le rapport s’ouvre sur une analyse des réactions mitigées des organisations et personnalités féministes à travers le monde vis-à-vis des attaques du 7 octobre, en particulier en ce qui concerne les violences sexuelles rapportées contre des femmes israéliennes. Il met en lumière des positions variées : des soutiens explicites aux victimes, des silences institutionnels ou encore des refus catégoriques de dénoncer ces violences dans certains milieux féministes.

Dans une deuxième partie, l’étude questionne les effets du conflit israélo-palestinien sur la cohésion du mouvement féministe, montrant comment des divergences politiques et géopolitiques — notamment autour des positions vis-à-vis d’Israël et de la Palestine — ont suscité des ruptures internes et parfois une instrumentalisation des discours féministes par des acteurs externes. Ce volet met aussi en lumière les défis posés par l’antisémitisme, l’instrumentalisation politique et les tensions idéologiques au sein des mouvements.

Enfin, le rapport propose une réflexion sur les voies possibles pour dépasser ces clivages. Il examine notamment comment articuler une critique des violences sexuelles et des structures de domination sans réduire les mouvements féministes à des positionnements géopolitiques antagonistes, et ouvre sur la nécessité de repenser les solidarités féministes internationales pour intégrer à la fois la dénonciation des violences sexuelles et une analyse nuancée des contextes politiques complexes.

Ce travail apporte un éclairage inédit sur la manière dont des enjeux géopolitiques contemporains peuvent fragmenter des coalitions féministes et souligne l’importance de renforcer les espaces de dialogue et de réflexion collective pour soutenir des mobilisations féministes inclusives et cohérentes à l’échelle mondiale.

4.Espagne, France et Italie, quels engagements pour promouvoir le féminisme dans leur politique étrangère ?

Les crises mondiales ont mis en lumière l'importance des politiques étrangères féministes permettant l'émergence d'une égalité des genres et la réduction des inégalités sociales et économiques. Le concept de « politique étrangère féministe » cherche, en outre, à instaurer une nouvelle forme de leadership, axée sur la responsabilité collective et la coopération.

Plusieurs pays ont officiellement adopté une politique étrangère féministe, c'est notamment le cas de la France et de l'Espagne. Toutefois, d'autres chefs d'Etats ont décidé de promouvoir des valeurs traditionalistes et conservatrices, à l'instar de l'Italie.

Le rapport « Espagne, France et Italie, quels engagements pour promouvoir le féminisme dans leur politique étrangère ? » examine sous la forme de fiche par pays le contexte d'adoption, les axes spécifiques, les financements liés au genre, les forces et limites, et formule des recommandations pour encourager les gouvernements à améliorer leur politique étrangère féministe. L'objectif de l'Institut du Genre en Géopolitique est de sensibiliser les expert-es et la société civile à l'importance de l'égalité des genres dans l'élaboration de politiques étrangères.

Depuis 2018, la France a mis en place une stratégie liée à la diplomatie féministe, à l'image des mesures prises en matière des droits sexuels et reproductifs. De plus, la diplomatie féministe de la France se caractérise par l'augmentation croissante de l'aide publique au développement renvoyant à l'égalité des genres qui a augmenté de 7% entre 2020 et 2021 et de 11% entre 2021 et 2022. La même tendance peut être identifiée vis-à-vis des contributions de la France aux organisations internationales, par exemple le gouvernement a versé 1,8 millions de dollars à ONU Femmes en 2020, près de 8 millions de dollars en 2021 et 10 millions de dollars en 2022. Néanmoins, la France doit fournir des efforts supplémentaires à l'égard de l'approche interministérielle de sa diplomatie féministe afin de s'inscrire dans une démarche transversale.

L'Espagne a établi un plan d'action (2023-2024) visant à traduire, au travers d'actions concrètes, son engagement pris en 2020 vis-à-vis de la mise en place d'une politique étrangère féministe. La politique étrangère féministe espagnole se veut être transversale touchant, par exemple des secteurs tels que la sécurité, la santé et le climat. Toutefois, un écart entre les mesures domestiques et les mesures internationales doit être relevé. Si l'Espagne a adopté plusieurs lois ayant pour objectif d'assurer une meilleure représentation des femmes au sein de la sphère économique nationale, l'aide publique au développement pour le genre liée à l'économie et au commerce versée par Espagne est passée de 22 millions de dollars à 12 millions entre

2020 et 2021. Cependant, durant cette même période l'aide publique au développement pour le genre liée à la gouvernance et la société civile a augmenté de 25 millions de dollars.

En Italie, depuis l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en 2022 qui est guidée par des valeurs conservatrices, un recul relatif aux droits des femmes et des minorités a été constaté. L'aide publique au développement pour le genre liée à l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité a été divisée par deux entre 2020 et 2021 passant de 5,8 millions de dollars à 2,9 millions de dollars. De même, la contribution de l'Italie au PNUD est passée de 75 millions de dollars en 2020 à 21 millions de dollars en 2021. Toutefois le pays a mis en œuvre, au niveau national, une stratégie visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2021-2025.

Le développement d'une politique étrangère féministe est crucial pour la paix mondiale et le soutien au développement. Il implique la prise d'engagements concrets de la part des gouvernements nationaux. L'évolution des mesures adoptées par la France et l'Espagne en matière d'égalité des genres montre des avancées, bien que des lacunes persistent notamment au regard de la cohérence des politiques intérieures et extérieures. Le cas de l'Italie expose les dangers de la montée du nationalisme et du conservatisme en Europe. L'Union européenne doit en ce sens participer à l'harmonisation et la promotion de politiques étrangères féministes engagées.

Ce rapport a été rédigé sous la direction de Déborah Rouach, codirectrice de l'Institut du Genre en Géopolitique, par Lucie Coquisart et Nina Nerva, chargées de rédaction à l'Institut du Genre en Géopolitique.

Il s'agit d'une commande réalisée par Focus 2030 qui a financé ce projet de recherche.

5. Pérenniser l'effort pour l'égalité, tout savoir sur la politique étrangère féministe

Le rapport

Dans la continuité de notre rapport de l'an dernier, l'Institut du Genre en Géopolitique a réalisé cette année encore un rapport pour la promotion d'une politique étrangère féministe intitulé "[Pérenniser l'effort pour l'égalité, tout savoir sur la politique étrangère féministe](#)". Ce rapport présente un état des lieux des politiques étrangères féministes existantes, à travers 23 fiches-pays concises, argumentées et basées sur des données officielles à jour.

L'objectif à travers cette étude, était de proposer un format court, accessible au grand public et utile aux expert.e.s, pour visibiliser les bonnes pratiques qui permettent des

avancées pour l'égalité de genre dans le monde, et proposer des voies d'amélioration aux gouvernements investis de cet enjeu. L'IGG y examine ainsi les différents outils et mécanismes mis en place par les États qui ont adopté ces politiques pour identifier les forces, les limites et les recommandations associées à chaque politique étrangère, offrant ainsi une analyse argumentée pour les pays étudiés, qui prend en compte leurs spécificités géopolitiques. Les 23 pays qui y figurent ont été choisis de sorte à couvrir de multiples régions du monde et ainsi favoriser ainsi une approche diverse et multiculturelle à l'image de l'approche genrée intersectionnelle de l'Institut du Genre en Géopolitique.

Publié le 16 avril 2024 en français, ce rapport de plus de 200 pages est le fruit d'un travail de recherches approfondies mené durant plusieurs mois par notre équipe composée de 5 rédactrices, ainsi que de nos bénévoles des pôles développement et communication, chargés de la visibilité et de la diffusion du rapport.

Celle dernière s'est effectuée via mailing à des centaines d'acteur·ices investi.es pour les Objectifs de Développement Durable et les thèmes dont ils se réfèrent (genre, inclusion sociale, climat...). Parmi eux, des politiques français et internationaux, des médias, des ambassadeurs étrangers basé.es à Paris (Colombie, Mongolie, Norvège...), des haut·es fonctionnaires français (Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Haut Conseil à l'Égalité), des instances onusiennes (ONU Femmes France), des entreprises participantes au Forum Génération Égalité (Focus 2030, Oxfam France...) ainsi que des expert·es du genre dans des ONG internationales et nationales basées à Paris (Amnesty, CARE France, Equipop,...), et qui, pour certains, sont des collaborateurs récurrents de l'IGG.

L'événement

Le rapport a été présenté en avril 2024 lors d'un événement organisé à l'ambassade d'Allemagne à Paris dans le XVI^e arrondissement. Les invitations ont également été envoyées par mail grâce à un système de RSVP via un Google Form, avec une limite de 40 invités imposée par l'ambassade. Les intervenants à cette table ronde ont également été sollicités par mail.

Couverte sur l'Instagram et le Twitter de l'IGG par nos stagiaires du pôle développement, cette rencontre a rassemblé une trentaine de personnes, dont des diplomates français et étrangers, des représentants d'ONG de solidarité internationale, des journalistes ainsi que des représentants de la société civile avec lesquels nous avons pu échanger sur le sujet. Après un accueil des plus chaleureux de la part de Monsieur le Ministre Plénipotentiaire allemand ainsi qu'un discours d'introduction de notre cofondatrice Déborah Rouach, Alice Apostoly a pu animer cette table ronde autour de nos trois intervenants.

Nous avons pu dans un premier temps questionner l'Ambassadeur du Chili, Monsieur Raúl Fernández, sur les obstacles rencontrés et leçons tirées dans la mise en œuvre de sa politique féministe avant d'interpeller le Directeur des Affaires Globales au Ministère des Affaires Étrangères français, Monsieur Christophe Guilhou, sur la stratégie de genre du gouvernement français. Enfin, nous avons pu faire entendre les voix de la société civile et identifier leurs attentes grâce à la participation de Noémie Gardais, chargée de plaidoyer international au Planning Familial.

À la fin de ces prises de parole, un buffet avait été mis à disposition à l'Ambassade, permettant des interactions diverses et directes entre les invités, les organisateurs, les intervenants et les bénévoles de l'IGG.

V- Trésorerie

La période de mi-2023 à mi-2024 a été marquée par des efforts soutenus pour renforcer la capacité de financement de l'IGG. Grâce à une équipe élargie et à des initiatives stratégiques ciblées, le département Trésorerie a travaillé assidûment à la sécurisation des ressources financières permettant la poursuite des missions de l'IGG et l'élargissement de son impact.

Les objectifs :

L'objectif du département est de garantir des ressources financières durables permettant à l'IGG non seulement de réaliser ses projets mais aussi de se professionnaliser et d'augmenter sa capacité d'action. Après la fin des premières subventions de fonctionnement en août 2023, l'urgence était de pérenniser les postes des cofondatrices pour maintenir la dynamique de fonctionnement, la capacité de mobilisation et d'organisation des bénévoles et une planification optimale des missions. La recherche de financements a donc été intensifiée, notamment autour de l'obtention de subventions publiques par l'élaboration de réponses à des procédures d'appels à projets et de support à budget de fonctionnement.

Pour soutenir ces efforts, un bénévole a été recruté à 1/5ème de temps et plusieurs stagiaires ont été partiellement mobilisés, notamment sur les procédures de veille de subventions.

Parmi les initiatives développées, un travail a été réalisé sur la comptabilité et la présentation des Comptes de Résultats de l'association, une réorganisation des dossiers, qui doit se poursuivre, a été entreprise et de nombreuses approches narratives et description de l'association ont pu être produites. L'IGG a, de plus, initié les démarches pour se préparer à se positionner sur une importante subvention en

cascade de l'Union Européenne (CERV) qui n'a malheureusement pas permis de déboucher sur l'intégration d'un consortium.

Procédures d'appels à projets réalisées pour la période août 2023 - juillet 2024 :

Le département Trésorerie de l'IGG a conduit plusieurs démarches pour obtenir des financements publics et privés :

- **Campagne de subvention Ville de Paris 2024**, une proposition de subvention de fonctionnement et une proposition de projet spécifique soumise ;
- **Programme FRIO** de Coordination Sud financé par l'AFD, une proposition de subvention de renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles de l'IGG ;
- **Coup de Pouce 2023** de la Fondation des Femmes, une proposition d'appui au fonctionnement ;
- **Appel à projet DILCRAH** de l'État, une proposition d'appui au développement de la stratégie européenne et internationale du DILCRAH ;
- **Fonds pour le développement de la vie associative de l'Île de France**, une proposition de subvention de fonctionnement afin de soutenir les activités générales de l'IGG ;
- Appel à projet 2024 du **Fond de dotation de la Fondation MEDICI**, une proposition de subvention de fonctionnement ;
- **Programme See Change** du Fond pour les Femmes en Méditerranée, une proposition de subvention de fonctionnement ;
- **Call for Papers Financing for Feminist Futures**, soumission de deux propositions, "*Changing the Story*" et "*Show Us the Private Money*", pour des financements de recherche sur les futurs féministes ;
- **Incubateur Philantrolab 2024** : proposition d'intégration de l'incubateur pour bénéficier d'un soutien stratégique et financier afin de structurer et développer les projets de l'IGG.

Ces démarches visent à diversifier les sources de financement de l'IGG, à garantir la pérennité de ses opérations, et à soutenir la mise en œuvre de projets innovants et à fort impact.

Financements pour 2023-2024 :

- Equipop
- Focus 2030
- Crowdfunding 2023-2024

Besoins identifiés pour la période août 2024 - juillet 2025 :

Pour assurer la continuité et l'expansion des activités, plusieurs besoins ont été identifiés, justifiés par l'objectif de maintenir et renforcer l'impact, la visibilité, et l'efficacité opérationnelle de l'IGG :

- **Pérennisation du salariat des cofondatrices**, essentielles au bon fonctionnement de l'IGG, assurant la gestion des équipes bénévoles, l'animation du réseau de partenaires et la supervision des projets.
- **Refonte du site internet**, nécessaire à la résolution des problèmes techniques existants et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle de l'association. Cela inclut la maintenance, la sécurité, et l'intégration d'un système de suivi-évaluation en temps réel.
- **Développement d'une méthodologies d'évaluation et d'indicateurs d'impact** pour justifier de l'efficacité des actions et attirer des financements, la mesure et l'évaluation des impacts des projets et initiatives de l'IGG est essentielle.
- **Développement et rationalisation des procédures internes** afin de renforcer la robuste structure organisationnelle permettant une délégation efficace des tâches aux bénévoles, augmentant ainsi la production et l'impact des initiatives.
- **Maintenance des outils et abonnements nécessaires** à la couverture des coûts des logiciels essentiels (anti-plagiat, visioconférences, communication) et indispensable au fonctionnement quotidien de l'IGG.
- **Assurance des frais de déplacement pour représentation** couvrant les déplacements des co-fondatrices et des bénévoles pour des missions de représentation pour maintenir et renforcer le réseau de partenaires et la visibilité.

En répondant à ces besoins, les financements levés par le département Trésorerie permettront de non seulement pérenniser les activités de l'IGG mais aussi se positionner pour un développement futur, garantissant ainsi un impact durable et une capacité accrue à attirer des financements supplémentaires.

VI- De juillet à décembre 2024

Pendant la période de juillet à décembre 2024, l'Institut du Genre en Géopolitique a engagé une restructuration majeure de son organisation interne, visant à renforcer la cohérence de ses travaux et à améliorer la visibilité de ses expertises. Les trois pôles initiaux — Recherche, Développement, Communication — ont été transformés en six pôles, dont cinq pôles thématiques et un pôle communication désormais autonomisé et renforcé.

Les nouveaux pôles thématiques, conçus pour mieux refléter la diversité de nos axes d'analyse et des enjeux internationaux contemporains, sont :

- Actualités et sujets de fonds
- Politiques étrangères féministes
- Backlash
- Genre, climat et justice environnementale
- Conflits et sécurité

Cette nouvelle structuration permet à l'Institut de développer une expertise plus fine, d'améliorer la coordination entre équipes bénévoles et d'accroître l'impact de nos publications et actions de plaidoyer.

Les activités de recherche ont ainsi perduré :

Rapports publiés

Masculinités dominantes versus masculinités positives : les représentations sociales au prisme des normes dans la commune de Kalalé (Bénin) – 10 décembre 2024 : rapport sociologique sur les normes de genre au Bénin.

Militantes féministes et construction étatique en Irak : politique, patriarcat et résistance – 8 novembre 2024 : rapport d'Oona Carteron explorant les mouvements féministes dans le contexte irakien.

Articles / publications de recherche

Initiatives locales, migrations et résiliences face à l'épreuve climatique : quels enjeux pour les femmes latino-américaines ? (1/2) – 1er novembre 2024 : analyse des impacts du changement climatique et des migrations sur les femmes latino-américaines.

L'engagement des femmes dans la diplomatie latino-américaine et leurs associations institutionnelles au sein des ministères des Affaires étrangères (1/2) – 10 septembre 2024 : premier volet sur la diplomatie et la présence féminine dans les affaires étrangères latino-américaines.

L'engagement des femmes dans la diplomatie latino-américaine et leurs associations institutionnelles au sein des ministères des Affaires étrangères (2/2) – 22 août 2024 : suite et approfondissement du précédent.

L'ascension de l'extrême droite aux élections européennes de 2024 : conséquences sur le genre en Europe (1/2) – 5 juillet 2024 : premier volet d'analyse sur les effets politiques des résultats européens sur les enjeux de genre.

Masculinités militarisées : la nécessaire déconstruction pour la protection des femmes et des personnes LGBTI+ engagées – 2 juillet 2024 : article explorant les constructions sociales de la masculinité et leurs effets dans les contextes de conflit.

Ces analyses ont été portées auprès de nos partenaires et les coalitions auxquelles l'IGG fait partie. Nous avons participé aux activités et meetings de la Feminist Foreign Policy Collaborative et le FFP Progressive Voices Collective, mais auprès de la société civile française mobilisée pour l'égalité des genres et la solidarité internationale.

Au cours du second semestre 2024, Alice Apostoly, co-directrice de l'Institut du Genre en Géopolitique, a été invitée à participer à une table ronde universitaire organisée dans le cadre du Festival National du Film Social (FNSF) à Pau, consacrée à l'analyse des mouvements masculinistes contemporains. Devant un public composé d'universitaires, d'étudiant·es, de professionnel·les du secteur social et d'acteurs associatifs, elle a présenté les travaux de l'IGG sur la montée des discours masculinistes en ligne et leurs impacts sur les droits des femmes et des personnes LGBTI+. Son intervention a permis d'éclairer les mécanismes idéologiques et numériques par lesquels ces mouvements s'organisent, ainsi que les enjeux de sécurité, de prévention et d'éducation qui en découlent. Cet échange, riche et interactif, a renforcé la visibilité du travail de recherche de l'Institut auprès des milieux académiques et a permis d'ouvrir un dialogue constructif sur les réponses à apporter à ces dynamiques anti-genre.

Par ailleurs, Alice Apostoly a représenté l'Institut lors du U-LAC Feminist Foreign Policy Forum, les 1er et 2 octobre 2024 à Barcelone, un événement international rassemblant des chercheur·ses, diplomates, représentant·es d'ONG et acteur·rices de la société civile engagés dans la promotion des politiques étrangères féministes. Lors d'une session consacrée à l'intégration du genre dans l'action extérieure européenne et latino-américaine, elle a défendu l'importance de politiques étrangères cohérentes, intersectionnelles et respectueuses des droits humains, en s'appuyant sur les analyses produites par l'IGG. Sa participation a également permis de renforcer les partenariats de l'Institut dans l'espace euro-latino-américain, d'identifier de nouvelles opportunités de coopération et de contribuer au développement d'un réseau

international de chercheur·ses mobilisés en faveur d'une diplomatie féministe ambitieuse.

Au cours de cette même période, l'IGG a également participé au Sommet mondial d'ILGA World, organisé en Afrique du Sud. Cet événement d'ampleur internationale a rassemblé des centaines d'acteurs engagés pour les droits LGBTI+ à travers le monde. La participation de l'Institut s'est traduite par un travail approfondi avec plusieurs organisations locales et régionales, afin d'identifier les opportunités d'alliances internationales, d'échanger sur les stratégies de plaidoyer, et de renforcer la portée de nos travaux sur les droits LGBTI+ et les politiques étrangères féministes.

À cette occasion, Alice Apostoly, co-directrice de l'Institut, a pris la parole lors d'une session dédiée à la gouvernance mondiale des droits humains. Elle y a défendu la diplomatie féministe et pro-LGBTI+ de la France, insistant sur la nécessité d'un engagement international cohérent face aux reculs démocratiques et aux offensives anti-genre. Durant ce déplacement, elle a également eu l'opportunité de rencontrer Jean-Marc Berthon, Ambassadeur français aux droits LGBTI+, permettant de renforcer les liens institutionnels et d'échanger sur les perspectives de collaboration future.

Sur le plan financier, l'Institut a poursuivi ses efforts de levée de fonds. Cependant, l'élection de Donald Trump aux États-Unis a eu un impact significatif sur de nombreux programmes internationaux de financement liés au genre et aux droits humains, ce qui a rendu la recherche de soutiens plus complexe. Malgré ce contexte incertain, l'IGG maintient son objectif de pérennisation de ses activités, tout en anticipant l'éventualité d'une année partiellement ou entièrement reposée sur le bénévolat, si nécessaire. Les déplacements ont été pris en charge par les organisations hôtes de ces événements internationaux, et les activités de recherche et de rayonnement de recommandations féministes ont été permises par un financement du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

L'Institut reste néanmoins déterminé à consolider ses partenariats, à diversifier ses sources de financement et à poursuivre son engagement pour une géopolitique inclusive, féministe et respectueuse des droits fondamentaux.